

E 27/9911/1

*Rapport du Chef du Service de Renseignements et de Sécurité
de l'Etat-Major Général de l'Armée, R. Masson*

Copie

Quartier Général de l'Armée, 3 juin 1944

APPRÉCIATION DE LA SITUATION AU 2.6.44.

J'ai l'honneur de confirmer ici les entretiens que j'ai eus avec le chef de l'état-major général de l'armée les 31.5 et 1.6, provoqués par les 2 rapports que le Dr. Jaeger, ministre de Suisse à Budapest, a adressés récemment au Département politique fédéral concernant des préparatifs allemands visant notre pays¹.

Je tiens à les résumer ci-après, à titre documentaire:

1) Il est logique d'admettre que le «cas Suisse» retienne l'attention de l'O.K.W. dans le cadre de la forteresse Europe et notamment en fonction du théâtre d'opérations italien. Nous avons à plus d'une reprise affirmé que la situation politico-militaire de la Suisse deviendrait délicate au cas d'une progression des Alliés en Italie et conjointement, ou ultérieurement, d'une opération anglo-saxonne dans le sud de la France.

La première hypothèse (Italie) est en voie de réalisation. La progression alliée est certes lente et le front de combat est encore relativement éloigné de nos frontières. Il importe cependant de noter que l'ensemble du champ de bataille italien – y compris la zone arrière – est devenu actif. Les opérations que les Alliés mènent dans l'air prennent en effet pour objectifs les centres vitaux allemands: dépôts de vivres et de munitions, communications ferroviaires et rou-

1. Cf. N° 139.

tières, troupes réservées. Dans le domaine du ravitaillement, la ligne du *Brenner* – reliant l'Allemagne à l'Italie –, est l'objet de bombardements fréquents et massifs et le fonctionnement de cette importante voie d'alimentation en hommes, matériels et vivres (sans parler des évacuations indispensables) devient toujours plus délicat.

La guerre s'est donc rapprochée de notre frontière Sud. Elle est également contenue en germe dans l'hypothèse 2^e front Sud de la France.

Relativement à l'Italie, il convient aussi d'admettre comme réalisable la création d'une nouvelle tête de pont alliée au Nord de Rome ou même dans le golfe de Gênes. Selon de récentes informations, des troupes anglo-saxonnes auraient été débarquées en *Corse*, qui constitue le tremplin naturel d'une opération visant le Nord-Ouest de l'Italie.

2) Il résulte de ce qui précède que l'importance de nos voies ferrées (et routes) du *Gothard et du Simplon* est plus que jamais mise en relief par les événements actuels.

3) Etudiant la question d'une éventuelle action préventive allemande contre la Suisse, nos appréciations antérieures ont fait ressortir la pénurie de réserves générales à l'échelon O.K.W. Mais, depuis l'accalmie intervenue sur le front Est (presque 8 semaines) la Wehrmacht a pu reconstituer un volant de 50 à 60 divisions. Nous avons précisé, dans plusieurs rapports et dans nos bulletins, les modalités de ce renforcement stratégique.

4) Une partie des divisions reconstituées, de même qu'un certain nombre des grandes unités de la garnison allemande «France» stationnent actuellement (voir le tableau récapitulatif au 1.6.44) dans une zone de 50 à 200 km. de nos frontières. Nous les avons groupées en 4 régions: 1) *Sud et sud-ouest de Genève* (valeur 3 divisions) 2) *France de l'est* (valeur 6 divisions) 3) *Schwarzwald* (valeur 6 divisions) 4) *Allgau* 6 divisions. Au total 21 divisions de types divers.

Il résulte de ce dispositif que les Allemands auraient les *moyens* d'entreprendre sans long délai l'opération dont parlent les rapports de Budapest. Sur le plan des *décisions*, il importe de préciser qu'aucun indice alarmant ne nous a été décelé jusqu'à ce jour.

A propos des troupes allemandes qui seraient mises en place contre nous, il n'est peut-être pas inutile de souligner qu'il ne faut pas chercher dans une zone déterminée au-delà de nos frontières, un *dispositif* rigide et cohérent susceptible de matérialiser sur le terrain (zone de démarrage d'une attaque) la mise en place d'une masse de manœuvre destinée à l'opération Suisse. A l'image de ce qui s'est passé en Yougoslavie, on peut admettre qu'un certain nombre de grandes unités topographiquement décentralisées (exemple: Allgau, Forêt Noire, Alsace, etc.) pourraient fort bien être actionnées en éventail et converger ensuite sur les objectifs vitaux de notre défense centrale.

5) Bien que les disponibilités allemandes aient sensiblement augmenté ces derniers mois, il demeure certain que l'O.K.W., dans le calcul de ses frais généraux sur ses divers fronts, continue à appliquer une stricte économie des forces.

Une opération entreprise contre la Suisse doit donc comporter le bénéfice de la surprise et n'être engagée que si les recettes dépassent largement les dépenses.

6) J'estime que le degré actuel de notre préparation (couverture-frontière très faible, réduit incomplètement occupé, destructions à un degré de prépara-

tion limité, postes de commandement de guerre de certaines grandes unités non occupés, sans compter, du point de vue psychologique l'apathie d'une partie du peuple suisse et sa méconnaissance de la situation réelle et des événements qui peuvent surgir d'un moment à l'autre pour nous) risque, si les Allemands y voient vraiment un intérêt final, d'éveiller chez ces derniers l'impression ou la certitude qu'une opération contre nous pourrait être «intéressante» *par rapport à la faiblesse relative de notre préparation et des effectifs sous les armes.*

7) Une mobilisation générale n'étant actuellement pas justifiée, il importe en revanche de prendre un minimum de mesures compatibles avec notre situation économique.

La mise en veilleuse de notre armée (seulement $\frac{1}{3}$ des effectifs combattants sous les armes) alors que des événements importants peuvent surgir d'un instant à l'autre et que, comme en 1940, la guerre se rapproche de nous², risque de donner à l'étranger une fausse image de notre volonté de défense. Bien que nous ne croyions pas à un danger immédiat, notre situation actuelle comporte un aspect politique et psychologique dont il faut tenir compte et qui doit obligatoirement conditionner notre effort militaire.

ANNEXE

E 2809/1/1

Compte-rendu de la séance du 2 juin 1944 de la Commission des Affaires étrangères du Conseil national³

[...]

M. le Conseiller fédéral Pilet-Golaz se propose de donner, dans le courant de la matinée, un coup d'œil général sur la situation et de répondre en même temps aux questions que les membres de la commission ont posées par écrit dans la mesure où elles entrent dans le cadre de l'exposé général. Il sera répondu dans l'après-midi aux questions d'une portée moins générale touchant des points spéciaux, de moindre importance parfois, ainsi qu'à celles qui seront soulevées alors seulement.

M. Pilet-Golaz donne un aperçu de la *situation militaire*.

Il aborde la *guerre maritime*. Dans l'Atlantique et la Méditerranée, la bataille paraît définitivement gagnée. Il n'empêche que des combats vifs sont encore en cours. Les Allemands ont encore torpillé un certain nombre de navires marchands et bâtiments de guerre. Les Alliés, de leur côté, avancent un chiffre à peu près égal de sous-marins allemands coulés (les pertes totales atteignent de part et d'autre, pour le mois d'avril, approximativement 80 à 100 navires). Toutefois, les Alliés peuvent assurer maintenant leurs transports maritimes sans les soucis ni les pertes éprouvés dans le passé.

2. Annotation de J. Huber dans la marge: noch nicht in unmittelbarer Nähe.

3. Cette séance a lieu à Kehrsatz et réunit tous les membres de la Commission. Ce compte-rendu a été rédigé le 14 juin par F. Schnyder, du DPF. Pilet-Golaz a parlé sur la base de notes manuscrites (non reproduites) et a lui-même corrigé ce compte-rendu.

Après quelques mots d'introduction du Président, le Conseiller national E. Bärtschi, le Chef du Département politique prend la parole.

A l'est règne le calme. Il faut cependant rester prudent si l'on veut tirer des conclusions. Trop d'éléments sur les deux adversaires échappent et ne peuvent être appréciés. Des nécessités militaires semblent avoir commandé un arrêt. Le calme ne peut, en effet, être attribué uniquement à la période de boue. Les conditions sont si différentes au nord et au sud du front en question que la boue ne restreindrait pas l'activité militaire partout. L'accalmie n'a d'ailleurs rien de surprenant. Les deux camps se voient dans la nécessité de grouper leurs forces, d'établir ou de rétablir leurs communications, de former des réserves en hommes et en matériel. Les distances et les besoins sont, comme on peut se le représenter, immenses. Faut-il chercher d'autres raisons à ce calme relatif à l'est? Pression russe sur les Alliés de l'ouest? Peut-être. Ce qui est sûr toutefois, c'est que les Russes ont, eux, subi de très lourdes pertes. A ce qu'il paraît, les Russes s'attendraient d'ailleurs à une reprise allemande sur ce front et prépareraient la défense dans certaines régions reconquises, dans l'intention peut-être de les tenir avec des moyens limités, tout en se réservant la liberté de mouvement.

Les Alliés ont remporté dernièrement *en Italie* des succès encourageants pour eux, des succès il est vrai d'ordre tactique plutôt que stratégique. Psychologiquement, ces gains leur étaient bien nécessaires. Pour apprécier l'importance des combats qui se déroulent dans la Péninsule, il convient cependant de considérer le fait qu'environ 50 divisions y sont engagées comparées avec le chiffre de plus d'un millier de divisions au total sous les armes. A différents points de vue, les opérations en Italie sont intéressantes pour chacun des adversaires. Après sa dernière entrevue avec Mussolini, Hitler se serait lui-même réservé la décision devant signifier l'abandon – ou si l'on veut la libération – de la Ville Eternelle.

Le trait le plus caractéristique du théâtre des opérations est, incontestablement, la *guerre aérienne*. Celle-ci a pris une ampleur ayant dépassé toutes les estimations raisonnables, même celle des Alliés (le terme «raisonnable» paraissant déplacé ici, il vaudrait mieux dire: les estimations à notre échelle). Les Russes ont, eux aussi, intensifié la guerre dans les airs. L'emploi qu'ils font des armes aériennes est fort différent toutefois de celui qu'en font les Alliés. Leurs bombardements sont d'ordre strictement militaire et non pas industriel ou destinés à obtenir des effets psychologiques (si l'on veut éviter l'expression de terreur). Cette idée que les Russes ont de la guerre aérienne paraît d'ailleurs exercer une certaine influence sur les Alliés. Ceux-ci n'ont, en effet, bombardé que très rarement la Tchécoslovaquie, centre industriel des pays de l'Axe, jouissant d'une certaine protection russe.

D'autres endroits ont, il est notable, été relativement épargnés par les bombardements, le Pyrée et Oslo par exemple. On attribue cette circonstance au fait que les équipages grecs et norvégiens de bateaux marchands au service des Alliés auraient menacé de s'abstenir. Les marins sont une «marchandise» tellement recherchée en Angleterre et aux Etats-Unis qu'il a fallu tenir compte de cette attitude grecque et norvégienne.

Abstraction faite de ces cas, les *bombardements* se sont développés dans une proportion terrible. 20 pays, en Europe, sont maintenant bombardés chaque jour. Et quels sont les résultats de ces raids destructeurs?

Les résultats militaires, premièrement, ne correspondent peut-être pas à ce que l'on attendait. En voici deux témoignages: le rapport du Consul général de Suisse à Cologne, M. von Weiss, du 2 mai [E 2300 Köln/8] et l'article du collaborateur militaire de «La Suisse» du 7 mai.

Qu'en est-il des *résultats politiques*? Ils vont à l'encontre de ce que l'on a recherché. Nous assistons à un échec absolu; même les habitants des pays occupés trouvent que les Alliés exagèrent. D'un rapport de notre Attaché militaire à Washington, le Lieutenant-Colonel Notz, du 27 mai, il résulte que les bombardements n'ont pas créé un sentiment favorable à l'invasion dans les territoires occupés [E 27/9801/3].

Les résultats sociaux des bombardements, enfin. On ne saurait guère les surestimer, telle est leur portée. C'est là un des points les plus importants. Il nous empêche de prévoir un avenir réjouissant. Des estimations à fin 1943 – depuis là les bombardements ont continué, et comment! – portaient le total des maisons d'habitation atteintes à 50 millions, auxquelles s'ajoutent 10 millions de maisons de commerce et industrielles et 5000 ponts, etc. 71 villes allemandes ont été bombardées et nous savons ce que cela veut dire (Hambourg, etc.). Mais les habitants restent; où voudraient-ils aller? L'appauvrissement est affreux. La prolétarianisation s'étend sur des dizaines de millions qui ne

possèdent pierre où mettre leur tête. Comment les gouvernements parviendront-ils à lutter contre cet appauvrissement ?

Et, à l'encontre de ces résultats sociaux, les résultats militaires des bombardements apparaissent restreints. Les Alliés n'ont pas pu et ne peuvent pas anéantir l'aviation allemande, toujours en état d'intervenir vigoureusement. La propagande ne réussit pas à cacher ce fait. Les ailes allemandes sont, aujourd'hui encore, d'autant plus considérables qu'elles sont, indubitablement, ménagées en vue des opérations d'invasion. Les Alliés ne peuvent dès lors plus, comme ils l'ont fait un certain temps, se bercer de l'illusion de pouvoir entrer en Europe en formation de parade. Les soldats allemands font montre d'un moral encore solide. Dans un de ses rapports, l'Attaché militaire à Ankara, le Major Frick, relate que des Allemands qui s'étaient retirés de Sébastopol dans des embarcations et qui s'étaient égarés sur les côtes turques ont manifesté un esprit excellent. Ils n'entendaient pas se laisser interner et demandaient ardemment à pouvoir rejoindre leur troupe [Télégramme du 27 mai 1944, E 27/9745/3].

Anglais et Américains ont *enfin* compris qu'ils devront se battre sur terre, qu'autrement la guerre durerait encore bien longtemps tandis que s'accumulent en Europe ruines et misères. Cette conviction rend les uns et les autres durs, durs aussi dans leur politique de guerre.

Quand et où débarqueront-ils ? Gardons-nous de prophéties. Laissons cela aux clairvoyants et aux ignorants, ce qui est parfois la même chose. Même à des professeurs cela n'a pas toujours réussi.

Mais ce qui est certain, c'est que l'attaque peut surgir partout et à tout moment. Verrons-nous «l'Invasion»? Plutôt des opérations de débarquement en différents endroits, simultanées ou successives, coordonnées certainement. L'exploitation de ces efforts dépendra des circonstances et des plans. Quoi qu'il en soit, on peut penser que ce sera mauvais, des souffrances nouvelles venant s'ajouter à celles qui, aujourd'hui, s'accroissent.

Passant au domaine politique, M. Pilet-Golaz souligne la fatigue que l'Europe éprouve de cette guerre. Le Continent sent venir sa déchéance et sa ruine. Il ne veut et ne peut sortir de la voie qui le conduit à l'abîme.

Les tentatives de disloquer l'Axe n'ont pas conduit au but. Ni la Roumanie ni la Finlande n'étaient en mesure d'accepter les conditions posées. Ne parlons pas de certaines conditions discutables à la Finlande, parvenues à la connaissance du public. Il y en eut d'autres, inacceptables. Pourquoi a-t-on donc posé de telles conditions, inutiles et absurdes ? Les négociateurs roumains et finlandais avaient d'ailleurs toujours l'exemple de l'Italie et de la Hongrie devant leurs yeux et sentaient une Allemagne résolue à n'importe quelle mesure pour empêcher leurs alliés d'abandonner la coalition. Celle-ci n'est donc pas disloquée. Avant des opérations décisives, la propagande sera, à cet égard, inefficace.

En revanche, la *pression des Alliés sur les Neutres* a été plus efficace.

La Turquie, par exemple, s'affirmait neutre. C'est à la suite seulement de la pression qu'elle s'est déclarée alliée non-belligérante. Les méthodes qui l'ont amenée à ce point ont été certes sans quartier. En 24 heures, les Turcs ont dû retourner leur char, le ministre des affaires étrangères de la Turquie devant ainsi se contredire d'un jour à l'autre. Le soir encore, il déclarait en assemblée de groupe que le pays resterait neutre. Le lendemain, il devait affirmer le contraire devant le même auditoire, au Parlement. Les modalités d'exécution procédèrent d'une rigueur sans pareille: ils ont même retourné et déchargé des wagons de chrome près de la frontière, wagons pour lesquels les permis d'exportation avaient déjà été établis. On s'imagine la mauvaise humeur née de l'autre côté.

Quant à l'*Espagne*, la pression des Alliés visait trois questions: exportation du wolfram (tungstène), les bateaux italiens dans les ports espagnols et le Consulat allemand à Tanger. Les Espagnols aussi se sont vus placés devant un «entweder – oder» catégorique. Les Anglais ont été beaux joueurs après; ils ont «knockouté» le Gouvernement de Franco pour ensuite le couvrir de fleurs.

En ce qui concerne la Suède, ce fut le problème des roulements à bille. L'affaire n'est pas encore close.

Et au *Portugal*, les Américains ont occupé une île des Açores, non prévue dans les accords; un beau jour, les communications de cette île avec le territoire métropolitain ont été simplement coupées: nécessité de guerre! La chose n'est pas publique. M. Pilet-Golaz ne la connaît que depuis dix jours à peine. C'est le langage du poing.

Une nervosité générale sévit dans tous les pays. Des réactions dangereuses peuvent en résulter à tout moment. Une vague de pessimisme déferle sur l'Europe. On éprouve le sentiment qu'il en est fini du bonheur et de la prospérité de ce continent et que la prospérité passe ailleurs. Les bombardements n'apparaissent peut-être pas toujours compréhensibles et désintéressés. C'est aussi la raison pour laquelle le Gouvernement de Gaulle a davantage de frictions avec les U.S.A. qu'avec l'Angleterre.

La *Russie* fera sentir son influence en Europe et en Asie, mais ses buts définitifs restent mystérieux. Les Anglo-Saxons les ignorent tout autant, se disant convaincus que l'alliance avec l'URSS demeurera intacte jusqu'à la défaite des Allemands.

Et la *position de la Suisse*? Au point de vue diplomatique, elle n'est certes pas bonne. Le pays se trouve exposé à des situations changeantes et menaçantes, d'autant plus délicates à résoudre qu'il n'est plus possible de parler raisonnablement avec les autres, devenus susceptibles et nerveux.

La *France*, par exemple, n'a plus d'ambassadeur à Berne depuis le décès de l'Amiral Bard. La nomination de son successeur peut soulever des problèmes difficiles. Le Maréchal de France a été prisonnier au château de Voisins. S'il avait alors nommé un nouvel ambassadeur, nous n'aurions pu lui donner l'agrément parce qu'il aurait été contraire à notre pratique de recevoir un nouveau représentant quand le chef de l'Etat est prisonnier. Ce n'étaient d'ailleurs pas les Allemands qui avaient insisté pour éloigner Pétain, mais les collaborationnistes. La réaction qui en résulta en France fut énorme. Une vague de sympathie et de popularité porta le Maréchal, symbole de la France souveraine quoique vaincue, amenant les collaborationnistes à battre en retraite. Entre temps, le Maréchal est revenu à Vichy, ce qui, évidemment, a changé la situation et permettrait à la rigueur la nomination d'un nouvel ambassadeur de France à Berne. La Suisse a elle-même un avantage certain à conserver à Vichy un représentant chargé de défendre les gros intérêts que nous possédons en France. Il sera possible, il faut l'espérer, de trouver une solution à la question.

Un autre cas, analogue, a surgi: celui de la Hongrie, partiellement occupée. Pour nous, l'attitude du chef d'Etat est déterminante. Le Régent Horthy tient sûrement à paraître souverain et indépendant, bien qu'il ne le soit peut-être pas sans réserves. Le problème de sa représentation chez nous est important en raison de nos intérêts considérables en Hongrie. Nous devons suivre une ligne droite de neutralité et nous inspirer, dans notre décision, d'un souci d'impartialité. Beaucoup de calme et de patience sont nécessaires dans cette situation nouvelle, inconcevable il y a encore peu de temps.

Très grandes aussi sont nos *difficultés dans le domaine des communications* (non seulement des transports). On avait laissé entrevoir que les autorités britanniques prendraient des mesures. Le Chef du Département politique en profita pour rappeler ses collaborateurs délégués à Londres et leur donna l'ordre de partir avant le 15 avril. Mais des circonstances imprévues de lui les retardèrent de quelques jours. Ce fut alors trop tard.

Les *Balkans*? Péninsule de l'anarchie, de l'occupation, des bombardements, des arrestations, des bandes. Les capitales ont disparu. Elles ne sont pas détruites complètement, mais elles sont évacuées et ne peuvent plus servir de centre aux gouvernements.

Le même état de choses règne en *Italie*. Deux guerres y sévissent: celle des Allemands contre les Alliés et celle des deux Italies. Les voyages dans ce pays sont on ne peut plus dangereux et ceux de nos courriers qui le parcourent font preuve d'un courage remarquable. Notre Légation à Rome a beaucoup de difficulté à pourvoir au ravitaillement de la colonie.

La *France* est en pleine évolution, pour ne pas dire révolution.

Ce ne sont pas les difficultés matérielles qui sont la source des plus grands soucis du Chef du Département politique: c'est l'*atmosphère inamicale au sein des gouvernements des pays limitrophes*; ce sentiment négatif à notre égard est compréhensible en ce qui concerne l'Italie: nous n'avons pas reconnu son gouvernement. En France, ce sont les Déat, Darnand, Henriot, etc., et non les Laval, qui tiennent les rênes (on est toujours le Laval de quelqu'un!).

En *Allemagne*, ce sont les Himmler et les Goebbels qui ont fait passer les autres à l'arrière-plan.

On a posé la question de savoir si une pression était exercée sur la Suisse. On songeait évidemment à une pression alliée. Il faut nous garder de voir les choses soit en noir, soit en blanc.

Pression alliée? On peut dire «non» et constater qu'il n'y a pas eu d'ultimatum, de note comminatoire, etc.

On pourrait aussi dire «oui», car on ne nous laisse aucun doute sur les désirs nourris à notre égard. Nous les connaissons depuis le début des pourparlers économiques. Une fois ce sont les Anglais, une autre ce sont les Américains qui se montrent les plus intransigeants. On ne veut pas que nous accordions des crédits à l'Allemagne. On ne veut pas que nous y exportions (il faut quand même un équilibre: nous ne pouvons pas recevoir de marchandises des Allemands sans leur fournir des produits qui les intéressent). On ne voudrait pas que nous leur accordions le transit (c'est quand même une condition du transit *pour* la Suisse).

Nous sommes entourés du cercle du blocus et du cercle du contre-blocus. Nous devons ou bien passer par ces deux cercles ou bien y renoncer.

M. Pilet-Golaz ajoute qu'il a trouvé jusqu'à maintenant les Anglais plus compréhensifs que les Américains, le Foreign Office plus compréhensif que le MEW.

Les Alliés ne nous menacent ni de guerre ni de bombardements. Ils ne nous demandent pas non plus de renoncer à notre neutralité, en tout cas pas en ce qui concerne nos rapports avec les gouvernements étrangers.

Mais on entend nous faire comprendre que la neutralité politique doit être une attitude plutôt extérieure (il serait trop fort de dire «façade»): «La Suisse attend notre victoire, son cœur est avec nous. Nous pourrions faire avec elle ce que nous voudrions.»

M. Pilet-Golaz mentionne à titre d'exemple des cas de services de renseignements. Un tribunal est saisi, paraît-il, d'un cas de ce genre où il s'agit de renseignements en faveur des Anglais. Il est en suspens depuis des mois et des mois. S'il s'agissait d'un cas de renseignements pour les Allemands, on aurait statué certainement il y a déjà longtemps. On pourrait faire des objections du côté allemand et prendre à notre égard des mesures analogues, par exemple, à celles qu'a décrétées le Gouvernement de Londres.

Nos relations avec les pays étrangers sont vitales et notre pays dépend trop des exportations et des importations pour ne pas envisager l'avenir du côté allié. On s'occupe, en Suisse, des listes noires; mais dans ce domaine aussi, l'apaisement se fera sentir une fois la guerre terminée.

Pour se faire une idée de l'attitude des populations des pays belligérants, il faut se mettre à la place des peuples en guerre. Ceux-ci proclament qu'il est absurde de rester neutre dans cette lutte mortelle. Telle n'est évidemment pas l'attitude ni la pensée des Anglais responsables, du Gouvernement. Ils se rendent compte du sens et de l'utilité de la neutralité suisse. Mais si nous nous laissons glisser sur la pente, on ne nous en empêchera sûrement pas! Les Allemands n'ignorent rien de cela et nous suivent de très près. Nos réactions psychologiques les intéressent autant que les réactions matérielles et ils en tirent leurs conclusions.

Les négociations économiques passent de plus en plus du plan commercial au plan politique. Les Allemands se montrent d'autant plus critiques. Leur confiance est très limitée. Ils l'ont prouvé par les mesures prises en Hongrie et en Italie. Il est hors de doute qu'ils peuvent encore prendre des décisions, pour l'exécution desquelles ils disposent certainement de moyens militaires.

Après ce tableau, M. Pilet-Golaz déclare qu'il ne veut malgré tout pas être trop pessimiste. Au sud, nous avons une très bonne carte: la destruction des lignes de communication. Les risques à l'ouest nous préoccupent davantage. Et n'oublions pas que nous n'avons qu'un armement partiel. Les Allemands pourraient penser qu'il vaut mieux prévenir que guérir et, envisageant des dispositions anglo-américaines contre notre pays, faire le premier pas.

Pourquoi ne pas prendre alors des mesures militaires? M. Pilet-Golaz, le premier, les demande. Mais il est difficile de concilier des mesures totales, pas encore nécessaires, avec les besoins économiques du pays.

Dans toutes ces circonstances, quelle attitude adopter?

Se garder d'abord et surtout de toute illusion à l'égard des obstacles économiques, des dangers militaires et des difficultés de notre position; nous n'osons pas nous permettre un état d'euphorie.

Il ne faut surtout pas d'anticipations vaines, prématurées et comptant trop sur les temps d'après-guerre. Si nous nous laissions tenter, on en tirerait à l'étranger des conclusions fâcheuses. N'oublions pas l'inexistence chez les belligérants d'une communion de pensées pour l'après-

3 JUIN 1944

421

guerre. Il ne faut pas nous attacher à l'un d'eux et nous ne devons pas jouer la carte de l'un ou de l'autre. L'apaisement général nous permettra de reconstruire, mais il faut nous réserver sans toutefois nous exposer au reproche d'être trop négatifs et de manquer de compréhension pour ce qui évolue. Que les discussions soient menées à cet égard, bien, mais avec prudence.

Il importe que la population soit consciente de la situation. Les expériences ont démontré que la meilleure armée ne vaut rien si le front intérieur fléchit, tandis que des pays ont pu se défendre sans armée parce que leur front intérieur était solide (Angleterre). Il nous faut être unis et faire comprendre aux autres que nous sommes prêts et que, le cas échéant, notre résistance serait sérieuse.

Ils doivent être convaincus que notre neutralité est intégrale et convaincue.

Prenons garde à la propagande étrangère. N'y cédon pas. Ne nous laissons pas troubler comme peut-être au cours des mois de février – mars, où tout le monde en Suisse était envahi de l'illusion d'une paix proche.

Il faut tâcher de garder l'objectivité, de rester compréhensifs et dignes. Efforçons-nous d'être calmes d'autant plus que les autres le sont toujours moins, tout en gardant notre fermeté. Il faut que nous ayons la confiance des autres, que nous ne cédon pas au fatalisme ni à des considérations de prestige.

Ainsi nous ne perdrons pas notre crédit, mais nous gagnerons des sympathies et réduirons les risques.

Mais, soyez sûrs, le Chef du Département politique n'entre pas dans l'été le cœur léger. Jusqu'à présent, nous avons été les maîtres de la situation. Il dépendra de la Providence de continuer à l'être.

Le défilé critique est encore devant nous. Nous pourrions nous exclamer: «Thalassa» seulement après l'avoir franchi.